

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

" Beaucoup d'entreprises japonaises sont intéressées par le méthanol et le gaz naturel du Gabon "

POUR l'ambassadeur du Japon, Masaaki Sato, le gouvernement nippon a l'ambition d'accroître davantage ses investissements au Gabon, grâce aux nombreux programmes annoncés et développés dans le cadre de la Ticad.

Propos recueillis par Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

L'UNION. Depuis l'avènement de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) en 1993, quel bilan peut-on faire aujourd'hui des investissements japonais au Gabon ?

Masaaki Sato : le gouvernement du Japon a envoyé au Gabon, du 28 novembre au 1er décembre 2013, une mission conjointe publique-privée pour la promotion du commerce et de l'investissement, composée d'une quarantaine d'officiels et d'hommes d'affaires japonais, et conduite par Monsieur Hirotaka Ishirara, vice-ministre parlementaire chargé des Affaires étrangères du Japon. Cette mission était un fruit tangible de la rencontre entre le Premier ministre japonais, Shinzo Abe et le président de la République, chef de l'État, S.E.M. Ali Bongo Ondimba, tenue le 2 juin 2013 à Yokohama, à l'occasion de la Ticad V. L'ambassade du Japon et l'Agence de promotion des investissements et des exportations (Apiex) du Gabon (NDLR : ANPI-Gabon) ont coorganisé, le 29 novembre 2013, une conférence sur le commerce et l'investissement entre le Japon et le Gabon. La délégation japonaise s'est également entretenue avec le Premier ministre et les ministres gabonais concernés, afin de promouvoir l'investissement japonais au Gabon. J'espère vivement que ce type de mission commerciale sera organisée au Gabon, afin d'attirer l'investissement japonais au Gabon. Beaucoup d'entreprises japonaises montrent leur intérêt pour le méthanol et le gaz naturel exploités au Gabon.

De manière générale, quels sont aujourd'hui le volume et la nature des échanges économiques entre le Gabon et le Japon ?

Le Japon et le Gabon entretiennent aussi des relations commerciales dans les domaines du pétrole, du manganèse et du bois, que le Japon importe du Gabon. Et le Gabon importe du Japon des voitures, des machines industrielles, des accessoires et pièces détachées automobiles. Le volume d'exportation du Japon vers le Gabon s'élève à 8,15 milliards Yens, soit 40,75 milliards de FCFA en 2018, et celui d'importation du Japon depuis le Gabon est de 2,93 milliards Yens, soit 14,65 milliards de FCFA en 2018.

Permettez-moi de préciser que le Japon a commencé sa coopération avec le Gabon en 1976.

Mise à part la construction des centres de pêche, le Japon s'illustre davantage au Gabon dans des programmes éducatifs et dans des opérations de donations. Pourquoi, à l'instar des grandes puissances asiatiques comme la Chine ou l'Inde, le Japon n'investit-il pas dans les grands travaux d'infrastructures, comme les routes, les ponts... ?

Permettez-moi de préciser que le Japon a commencé sa coopération avec le Gabon en 1976, en contribuant à la construction du chemin de fer Transgabonais, qui est un grand projet. Notre coopération est maintenant basée sur le Plan stratégique Gabon émergent 2025. Dans notre politique d'assistance pour le Gabon, notamment, l'environnement, la diversification de l'industrie, l'éducation ainsi que la santé sont prioritaires. Je voudrais vous donner un exemple. Le Japon a réalisé la construction de 3 grands centres de pêche artisanale à Port-Gentil, Lambaréné et Libreville, en vue de soutenir les efforts du gouvernement gabonais dans sa diversification verte du Gabon émergent, et



Masaaki Sato, ambassadeur du Japon au Gabon.

pour assurer aux Gabonais une contribution de qualité à leur sécurité alimentaire.

Le Japon possède un savoir-faire technologique mondialement reconnu. De quelle manière le Gabon peut-il bénéficier de l'expertise nipponne en matière industrielle ? Y a-t-il des projets en cours dans ce domaine ? On parle de l'installation future de la multinationale Hitachi à la Zerp ...

Lors de la TICAD V en 2013, le gouvernement du Japon a annoncé son intention de renforcer son soutien à une croissance dynamique de l'Afrique, à travers le partenariat public-privé. À cet effet, sur des recommandations conjointes des industries japonaises, le Premier ministre Abe a annoncé le lancement de l'"African business education" dont l'objectif est d'apporter un soutien aux jeunes, qui ont le potentiel de contribuer au développement des industries en Afrique. Ce programme, connu sous l'acronyme " Abe Initiative ", leur offre l'opportunité de faire des Masters dans les universités japonaises en tant qu'étudiants,

puis de faire des stages dans les entreprises japonaises. L'ensemble des pays du continent africain bénéficient de ce programme. Au Gabon, depuis 2015, 5 jeunes gabonais bénéficiant de ce programme sont déjà partis au Japon. Le résultat attendu de ce programme est un réseau de contributeurs potentiels au développement des industries africaines, qui conduira également les entreprises japonaises à participer davantage à des activités économiques en Afrique. Je voudrais aussi vous informer que plus que 500 gabonais ont déjà été au Japon, pour participer à divers programmes de formation professionnelle offerts par le gouvernement japonais. Le Japon dispose également de plusieurs formations pour des représentants de gouvernement, des experts, des universitaires et des étudiants, afin de renforcer leurs compétences dans les domaines de l'agriculture, la santé, l'éducation, l'environnement, juridiques, etc. Les participants n'étudient pas seulement les dernières technologies, mais se familiarisent aussi avec la culture japonaise.

Le surendettement de l'Afrique

constitue aujourd'hui une préoccupation pour le gouvernement nippon. Comment Tokyo compte-t-il investir en Afrique, tout en limitant l'endettement des pays du continent ?

Le gouvernement du Japon comprend bien une préoccupation ressentie au sein de l'Afrique sur le surendettement. Le Japon, en tant qu'organisateur du sommet G20 à Osaka en juin 2019, a adopté la Déclaration d'Osaka sur l'investissement d'infrastructure de qualité. L'objectif d'une infrastructure d'investissement de qualité est de maximiser l'impact positif dans l'économie, le développement, la société et l'environnement, et de créer un cercle vertueux des activités économiques, tout en assurant des finances publiques saines. Je suis persuadé que l'Afrique est capable de réaliser le développement durable, sans être dépendante de prêts. Pour cela, le partenariat public-privé est attendu plus que jamais. Nous avons la volonté forte d'avancer ces principes en Afrique, y compris au Gabon, afin que les pays africains se développent d'une manière durable et saine.